

La crise économique mondiale et les pays les moins avancés : préoccupations des citoyens

Ce sont les pays les moins avancés (PMA) qui souffrent le plus des conséquences de la crise économique mondiale. Celle-ci se traduit en effet par une crise alimentaire, énergétique, climatique, politique, de la dette et du développement. L'architecture financière mondiale est à remodeler dans son intégrité puisque pour les nombreuses personnes qui vivent dans la pauvreté dans les PMA, le modèle actuel de croissance économique n'a pratiquement pas fait avancer les choses. Il faut saisir l'opportunité – de cette crise économique mondiale pour susciter une véritable transformation du système mondial de façon à ce que toutes et tous aient plus de chances de mener une vie pleine de sens en toute sécurité.

Arjun Karki
LDC Watch

Quarante-neuf pays sont actuellement désignés par les Nations Unies comme étant « les pays les moins avancés » (PMA)¹, dont la population totale s'élève à environ 750 millions de personnes. La vague croissante de la globalisation néolibérale menace sans cesse la vie et les moyens de subsistance des gens qui vivent dans les PMA. Le plus souvent, l'économie de ces pays se caractérise par une dette toujours plus importante, l'effondrement de l'économie, la faim, la

violation des droits humains, notamment l'injustice entre les genres, les conflits armés, la faiblesse de la gouvernance, et la vulnérabilité inhérente liée à l'environnement.

La crise économique mondiale actuelle n'a pas ébranlé uniquement les fondations des économies les plus puissantes, les marchés boursiers et les institutions financières les plus influentes du monde ; elle a également mis en danger les petites économies des PMA déjà si fragiles, et a entraîné des millions de femmes, d'hommes et d'enfants dans la pauvreté et les privations accrues. Bien que la crise économique soit le résultat de la faillibilité des pays riches, industrialisés et développés, les PMA sont les premiers à en souffrir les pires conséquences. Dans les PMA, la crise économique a également engendré une crise alimentaire, énergétique, climatique, politique, de la dette et du développement.

Crise alimentaire

La crise alimentaire sans précédent provoquée par l'impressionnante hausse des prix a engendré des « émeutes de la faim » qui ont ébranlé plus de 30 PMA dans lesquels les travailleurs et les habitants des campagnes ne peuvent plus acheter les aliments de base pour survivre. On citera notamment les mouvements de protestation pour le prix des céréales au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, à Haïti, à Madagascar, en Mauritanie, au Mozambique, au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique, ainsi que les marches d'enfants affamés au Yémen². Selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), 22 pays seraient particulièrement vulnérables face à la récente augmentation des prix des denrées alimentaires, en raison de leur pauvreté et de leur dépendance aux importations de denrées alimentaires. En 2008-2009, l'Erythrée n'a produit qu'à peine 30 % de ses besoins alimentaires. L'Unicef averti que la hausse des prix dans le monde pourraient affecter près de 2 millions d'Erythréens, soit plus de la moitié des habitants du pays. Les agences de l'ONU prévoient que 1,3 million de personnes vivant sous le seuil de pauvreté seront celles qui souffriront le plus. La FAO a averti que la hausse des prix « a provoqué une crise alimentaire » dans 36 pays.

Selon le Programme alimentaire mondial de l'ONU, 12 des 16 pays qui souffriront le plus de la faim font partie des PMA (l'Afghanistan, Djibouti, l'Ethiopie, la Guinée, Haïti, le Libéria, la Mauritanie, le Népal, l'Ouganda, le Sénégal, la Somalie, et le Yémen)³.

Étant donné que dans les PMA, la plupart des personnes pauvres dépendent de 70 à 80 % de leurs revenus en alimentation, la hausse radicale du prix des aliments de base a eu de très graves conséquences, qualifiées par la directrice du Programme alimentaire mondial de « tsunami silencieux », entraînant notamment la misère et la sous-alimentation généralisées pour des millions de personnes. La crise alimentaire démontre que l'approche actuelle de la sécurité alimentaire orientée vers le marché et l'agro-industrie a totalement échoué pour alimenter les personnes souffrant de la faim dans les PMA. De nombreux autres facteurs, comme la promotion de l'agriculture corporative et l'introduction d'une dépendance extrême envers les produits alimentaires étrangers, le manque d'investissements productifs dans les systèmes agricoles locaux, le réchauffement de la planète, les déséquilibres commerciaux et la libéralisation commerciale ont également leur part de responsabilité dans l'insécurité alimentaire des pays en développement. Ces facteurs ont conduit à la crise actuelle et obligent des milliards de personnes à souffrir de la faim, en exacerbant la réduction radicale de la biodiversité et les ravages commis dans l'écosystème.

L'alimentation a été déclarée un droit humain de base lors de plusieurs sommets mondiaux sur l'alimentation et par des accords internationaux, notamment dans la Déclaration universelle des droits humains, le Préambule de la Constitution de la FAO et le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels. Pendant presque vingt ans, au cours de réunions de haut niveau auxquelles participaient des chefs d'État et de gouvernement, la communauté internationale a réaffirmé à plusieurs reprises sa volonté d'éradiquer la malnutrition et d'assurer la sécurité alimentaire pour tous. La Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale de 1992,

1 Critères d'identification des PMA : Lors de la révision de 2006 de la liste des PMA qui a lieu tous les trois ans, le Comité des politiques de développement (CPD) des Nations-Unies a utilisé les trois critères suivants pour identifier ces pays :

- (i) Un critère de faibles revenus, calculé d'après une estimation moyenne du revenu national brut (RNB) par habitant sur trois ans (le seuil d'inclusion est de 745 USD et le seuil de radiation de la liste est de 900 USD)
- (ii) Un critère de l'état du capital humain, mesuré par un Indice du capital humain (ICH) calculé à l'aide de quatre indicateurs: (a) nutrition : le pourcentage de la population qui souffre de malnutrition, (b) santé : le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, (c) éducation : le ratio brut de scolarisation au niveau secondaire et (d) le taux d'alphabétisation des adultes
- (iii) Un critère de vulnérabilité économique, mesuré par un Indice de vulnérabilité économique (IVE) qui est calculé à l'aide de : (a) la taille de la population, (b) le degré d'isolement, (c) la concentration des exportations de marchandises, (d) la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB, (e) le nombre de sans-abris à la suite de catastrophes naturelles, (f) l'instabilité de la production agricole, et (g) l'instabilité de l'exportation de biens et services.

Pour être ajouté à la liste, un pays doit satisfaire les trois critères. En outre, comme la notion fondamentale de PMA – la reconnaissance de faiblesses structurelles – exclue les grandes économies, la population ne doit pas dépasser 75 millions. Pour être radié de cette liste, un pays doit atteindre les seuils de radiation prévus pour deux des trois critères, ou son PIB par habitant doit atteindre au moins le double du niveau seuil, et la probabilité de durabilité du niveau de PIB par habitant doit être élevée. Voir : <www.un.org/ohrls>. En ce qui concerne l'examen triennal de 2006, le CPD a émis la recommandation d'inclure la Papouasie Nouvelle-Guinée dans la liste et d'en radié le Samoa. Il a été envisagé pour la première fois de radié de la liste la Guinée équatoriale, Kiribati, Tuvalu et Vanuatu. Lors de récentes résolutions (59/209, 59/210 et 60/33), l'Assemblée générale avait décidé de radié le Cap Vert fin 2007 et les Maldives en janvier 2011. Fin 2007, le Cap Vert est devenu le deuxième pays radié du groupe des PMA depuis sa mise en place en 1974. Le Botswana avait abandonné le groupe en 1994.

2 Martin Khor, "Global Trends," *The Star Online*, 14 avril 2008; voir "LDC Watch: Food Crisis: Defending food sovereignty in LDCs," 2008. Disponible sur : <www.ldcwatch.org>.

3 Voir PAM, "Cash roll-out to help hunger hot spots", Rome, 12 août 2008. Disponible sur : <wfp.org/english/?ModuleID=137&Key=2899>; "UN System Response to the World Food Security Crisis (septembre 2008)". Disponible sur : <www.un.org/esa/sustdev/publications/trends_Africa2008/indx.htm>.

« Au Kenya nous avons commencé à voir les impacts de la crise fin 2008 : le tourisme a baissé, puis le chômage a augmenté. De plus, de nombreux kényans dépendent des envois de fonds des migrants établis aux États-Unis. À cause de la crise, le nombre de familles qui ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école augmente. Les investisseurs étrangers retirent leurs projets du pays. Beaucoup de terres ne sont pas cultivées et l'eau a manqué l'année dernière. Tous ces facteurs, associés à la grande inégalité des revenus et à la corruption préexistantes, ont créé la recette idéale pour la catastrophe dont souffrent l'économie et la population du Kenya ».

Edward Oyugi (SODNET, Kenya)

le Plan d'action du Sommet mondial sur l'alimentation adopté en 1996 et réaffirmé au cours de la conférence de révision cinq ans plus tard en 2002, ont promis de concentrer les efforts sur l'éradication de la faim comme première étape essentielle, et ont fixé comme objectif la réduction de moitié du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde d'ici 2015⁴. Lors du Sommet du millénaire (2000) et au cours d'une série de réunions de suivi, les engagements ont été réaffirmés en matière de sécurité alimentaire et de bonne nutrition pour tous. Pourtant, malgré tous les engagements assumés par les dirigeants mondiaux concernant l'urgence de la réduction de la faim et de la malnutrition, les progrès envers les objectifs et indicateurs établis par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été fort décevants, malgré de grandes avancées dans certains pays. Pour le moment, le droit humain à l'alimentation continue d'être nié, et les denrées alimentaires sont considérées davantage comme des articles commercialisables que comme un bien essentiel à la survie.

Crise climatique

La préoccupation des PMA pour les denrées alimentaires, l'eau et la sécurité énergétique s'intensifie en raison de la crise climatique qui met en péril les objectifs de croissance économique inclusive et durable du point de vue environnemental. Les PMA, qui souffrent déjà de la pauvreté, de catastrophes naturelles, de conflits armés et de limitations géophysiques, courent maintenant le risque d'impacts dévastateurs en raison du changement climatique, notamment l'augmentation de la désertification et l'élévation du niveau de la mer, des précipitations plus abondantes, une probabilité plus grande d'inondations et d'ouragans qui perpétueront les cycles de pauvreté, de manque de denrées alimentaires et d'énergie, de conflits, d'inégalité, d'endettement et de sous-développement. Si les habitants des PMA

sont ceux qui souffrent le plus du changement climatique, il est rare que leurs préoccupations soient entendues voire abordées au cours des négociations officielles à quelque niveau que ce soit. Il est donc essentiel de présenter les plaintes des victimes du changement climatique des PMA lors des prochaines négociations sur le climat, notamment à la Conférence sur le changement climatique (COP15) des Nations Unies qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009, où l'on espère aboutir à un accord sur les principes pour un nouveau traité qui pourra substituer le Protocole de Kyoto.

L'aide publique au développement (APD)

Il est également prévu une réduction des flux de l'aide publique au développement (APD) vers les PMA car les gouvernements des pays développés détournent les fonds alloués à l'APD pour relancer leurs propres économies et continuer à renflouer les institutions financières qui ont été au cœur de la crise économique. Étant donné le fort endettement des PMA, la perspective d'une réduction des flux de l'aide oblige les gouvernements des PMA à maintenir un équilibre entre l'investissement pour le développement et le remboursement des prêts, entraînant une diminution des ressources destinées aux besoins du développement. Pour les PMA, il s'avère donc de plus en plus difficile de subvenir aux besoins économiques de base et aux droits sociaux et culturels de leurs populations.

Envois de fonds et emploi à l'étranger

Les envois de fonds vers les PMA de la part de ceux qui travaillent dans d'autres pays sont également en diminution, les travailleurs migrants ayant perdu leurs emplois en raison de la récession économique dans les pays où ils résident. Le FMI prévoit une chute d'entre 4 et 8 % pour 2009. Les envois de fonds sont particulièrement importants pour des pays comme Haïti, le Lesotho et le Népal, où ils représentent plus de 15 % du revenu national brut (RNB). De même, les industries d'exportation des PMA, comme l'industrie vestimentaire, réduisent voire stoppent leur production en raison de l'effondrement économique.

La diminution des envois de fonds s'est également fait sentir dans les PMA du Pacifique, comme Samoa, Tuvalu et Kiribati, en raison du ralentissement du marché du travail et de l'augmentation du chômage dans les pays d'accueil, en particulier les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Le taux déjà élevé de chômage dans les PMA augmentera probablement encore dans un avenir proche, ce qui aura pour conséquences des conflits socioéconomiques et un malaise politique. Dans le cas des PMA qui ont investi dans la mise en place de marchés financiers *offshore* comme source de revenu du gouvernement, comme à Tuvalu et Kiribati, la valeur des fonds d'investissement établie devrait diminuer tant que les bourses mondiales resteront instables.

Au Sénégal, un des PMA africains, les envois de fonds représentent jusqu'à 10 % du PIB. En 2008, ils ont été estimés à près d'un milliard d'euros (635.600 millions de francs CFA), soit plus de 11 % du PIB pour cette année-là. La diminution des envois de fonds réduit la consommation des foyers dans de nombreuses régions, sans oublier le nombre de travaux publics et de projets de construction en pleine récession. De plus, les réductions des services du gouvernement engendrent plus de privations et de difficultés pour les femmes et les enfants, notamment en termes de santé, d'éducation, de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire.

Exportations

En Afghanistan, les principaux produits d'exportation, comme les tapis et les peaux de mouton, sont durement touchés par la crise financière. Les exportations de tapis ont chuté de 25 % et les peaux de mouton soyeuses connues sous le nom de Karakul ont chuté de 20 %, selon l'Agence afghane de l'aide à l'investissement (une agence de promotion des exportations). Les moyens de subsistance de plus de 50 % de la population dans les provinces du Nord dépendent de la production de tapis. L'industrie de la peau de mouton a déjà souffert des conséquences d'une année de sécheresse, et la charge financière augmente pour les agriculteurs avec la baisse de la demande pour ce produit à niveau international.

En Éthiopie, les revenus des importations ont diminué cette année de 803 milliards de dollars. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a confirmé que la crise économique mondiale actuelle a touché le marché des exportations des produits éthiopiens, notamment le café et les graines oléagineuses. Les principaux producteurs sont le plus souvent de petits agriculteurs qui seront directement affectés.

Les perspectives d'avenir

Cette situation qui appauvrit et rend encore plus vulnérables des millions de personnes des PMA exige des actions immédiates et urgentes. Pour surmonter la crise économique mondiale et créer un environ-

⁴ Voir FAO, "Conférence internationale sur l'alimentation", Rome, 1992 ; FAO, "Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation", 1996 ; FAO, "Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après", 2002. Disponible sur : <www.fao.org/worldfoodsummit/french/index.html>.

nement propice au développement dans les PMA, il s'avère essentiel que la communauté internationale et les gouvernements des PMA se mettent d'accord pour combattre ensemble les impacts de la crise économique dans ces pays.

Cela ne sera possible qu'avec une transformation fondamentale de l'architecture financière mondiale. Le terrible échec du système actuel a montré non seulement ses faiblesses, mais il met également en évidence l'échec des efforts actuels pour le développement. Pour de nombreux habitants des PMA qui vivent dans la pauvreté, le modèle actuel de croissance économique n'a pratiquement rien apporté. Dans cette recherche de solutions aux problèmes créés par la crise économique, les actions détaillées ci-dessous s'avèrent absolument cruciales.

- **Ouverture des marchés des pays développés aux exportations des PMA sans conditions.** Il s'agit d'une mesure nécessaire pour la promotion d'un commerce juste et pour soutenir les économies des PMA afin que celles-ci puissent se régénérer et s'accroître. Selon le rapport du groupe de travail ONU-ODM-Gap 2008, seules 79 % des exportations des PMA peuvent accéder hors taxes aux marchés des pays développés. Selon la Déclaration ministérielle 2005 de l'OMC, les exportations des PMA (hormis les armes et le pétrole) doivent être exonérées d'impôts à hauteur de 97 % des lignes tarifaires.
- Il est urgent de **transformer et de restructurer la gouvernance des Institutions financières internationales (IFI) afin de promouvoir la reddition de comptes dans le secteur public ainsi que la transparence**, selon les besoins des PMA. De plus, pour assurer un système financier plus équitable, démocratique et durable, la participation démocratique de tous les pays aux négociations avec les IFI et les institutions monétaires, les Nations Unies restant au centre, est essentielle.
- Afin d'affronter la crise économique dans les PMA, **il faut annuler immédiatement, sans conditions et irréversiblement l'ensemble des dettes.** Pour faciliter ce processus, il est urgent de mettre en place un mécanisme qui procède de façon intégrale, et qui soit à la fois applicable à niveau international, transparent et impartial.
- De la même façon, **la mobilisation équitable des ressources financières nationales et internationales** est essentielle pour parvenir à un développement durable dans les PMA, notamment pour ce qui concerne l'accès à l'infrastructure économique et sociale de base et à la protection sociale. Il convient de mettre en œuvre sans plus attendre les recommandations

du CAD de l'OCDE de 2001 sur le déliement de l'aide aux PMA⁵.

- Il est urgent d'**augmenter les flux de l'aide aux PMA afin de leur permettre de faire face à la crise économique et de promouvoir le développement.** Malgré le Consensus de Monterrey de 2002 sur le Financement pour le développement, qui exigeait aux pays développés de faire de toute urgence des « efforts concrets pour atteindre l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB) alloués à l'APD pour les pays en développement », et consacrer pour 2010 entre 0,15 % et 0,20 % de leur PNB aux PMA, conformément aux accords de la Plate-forme d'action de Beijing, quelques pays semblent avoir ignoré ces objectifs ou ont échoué dans leur tentative pour les atteindre.
- Les PMA ont besoin d'un **ensemble de mesures spéciales de relance sous forme de subventions** pour pouvoir combattre les impacts de la crise économique. Si aucune mesure n'est prise, on assistera à une augmentation des atrocités et des violations aux droits humains dans ces pays. Dans un tel contexte, les recommandations émises par la Commission d'experts établie par le président de l'Assemblée générale des Nations Unies (connue sous le nom de « Commission Stiglitz ») concernant la réforme du système monétaire et financier international sont les bienvenues. En outre, il est nécessaire d'inclure dans une réforme fondamentale de l'architecture financière internationale la création d'un système mondial de réserves ainsi que d'un conseil mondial de coordination économique au sein de l'ONU. De même, les engagements internationaux doivent immédiatement être respectés afin de pouvoir aborder les causes sous-jacentes de la crise économique mondiale, et respecter les objectifs de développement convenus au niveau international, et notamment le Programme d'action de Bruxelles, les OMD et l'Agenda d'Accra pour l'Action sur l'efficacité de l'aide aux PMA. Il serait pertinent d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait qu'un échec dans l'atteinte des objectifs des OMD dans les PMA signifierait leur ruine complète.

Conclusion

Le monde globalisé dans lequel nous vivons exige de nouvelles approches globales. Si nous prétendons atteindre les objectifs auxquels nous proclamons aspirer, nous devons nous assurer que ce que nous faisons pour remédier aux conséquences dévastatrices de la crise économique mondiale actuelle serve également à obtenir une véritable transformation du système mondial, et que tous les habitants de la planète puissent mener une vie pleine de sens et en toute sécurité. Le succès dépendra de la façon dont nous aborderons les besoins des populations confrontées aux plus grands défis, en particulier de celles qui vivent dans les PMA. ■

5 Les Recommandations du CAD de 2001 sur le déliement de l'APD aux PMA ont été amendées le 15 mars 2006, et plus récemment en juillet 2008, avec l'extension du champ d'application des Recommandations aux pays de l'initiative PPTe (pays pauvres très endettés) ne faisant pas partie des PMA. Voir : <www.oecd.org/cad/deliement>.